

Conférence de presse commune de Etienne Davignon et Egon Klepsch, Président du Parlement européen sur la coopération européenne en matière d'approvisionnement en armements

Date : ? (erreur de date, bizarre)

Cote de la bande : PI1029

0'34: début du son Etienne Davignon

2'58 Egon Klepsch (en allemand) (fin à 4'49)

Sur l'Europe de la défense :

4'55 : Davignon précise la position de la Commission.

6'11 : «La définition du programme de défense est une compétence des Etats, appartient à leur souveraineté JUSQUE il n'en est rien » (7'22).

Questions des journalistes...

14'05 : Réponse de Davignon sur le Groupe indépendant Européen de programmes (GIEP)

etc.....

COOPERATION EUROPEENNE EN MATIERE D'APPROVISIONNEMENT
EN ARMEMENTS

COMMUNIQUE DE PRESSE

de M. Egon KLEPSCH

(Président du groupe démocrate-chrétien
du Parlement européen, République fédérale d'Allemagne)

Lors de sa période de session du mois de juin à Strasbourg, le Parlement européen a adopté une résolution sur la coopération européenne en matière d'approvisionnement en armements. Cette résolution était jointe à un rapport que j'avais présenté au Parlement en tant que rapporteur de sa commission politique.

Le rapport et la résolution énoncent une proposition fondamentale : ils invitent la Commission à élaborer un programme d'action européen pour la mise au point et la production d'armements classiques, initiative concrète dans le sens d'une politique industrielle commune.

Mon rapport analyse l'action menée au fil des années par différentes institutions européennes et atlantiques dans le domaine de l'approvisionnement en armements. Le rapport reconnaît que le GIEP (Groupe indépendant européen de programmes) est la plus importante des institutions qui ont oeuvré dans ce domaine, mais définit la faiblesse fondamentale qui a empêché le GIEP et d'autres institutions de parvenir à des résultats concrets, à savoir que ces organismes ne disposent ni des compétences ni des structures voulues pour organiser sous son aspect industriel, qui est essentiel, la production d'armements.

Le chapitre 7 de mon rapport propose que les Neuf organisent, sous son aspect industriel, - dans les Etats membres - l'approvisionnement en armements en créant un marché structuré unique de l'armement, sous une forme dont les gouvernements conviendraient sur la base de propositions de la Commission. Eu égard notamment au rôle vital que la production et les ventes de matériel militaire jouent dans l'industrie aéronautique, la construction navale et l'électronique, on ne voit guère comment on pourrait mettre en oeuvre une politique industrielle commune sans organiser un marché européen unique et structuré dans le secteur des armements. Les aspects civils d'industries comme celles de la fabrication des cellules et des moteurs d'avion, de la construction navale et de l'électronique sont indissociables de leurs aspects militaires. L'avenir de ces industries clés ne peut être envisagé que dans une même perspective globale, à la fois civile et militaire. Comme la Commission le signale, en 1975, le marché militaire a représenté 62 % des ventes de l'industrie aéronautique des Etats membres de la Communauté.

Selon mon rapport, l'organisation de la coopération des Neuf en matière d'approvisionnement en armements doit se faire en maintenant des contacts étroits avec l'Alliance Atlantique et le GIEP. Le rapport propose que l'effort européen, quelle que soit la forme qu'il prendra, fasse une réalité, pour ce qui est du côté européen, de la "voie à double sens" entre l'Europe et les Etats-Unis dans le domaine des ventes d'armes. Il indique en outre qu'un programme communautaire de coopération en matière d'approvisionnement en armements (a) créerait des emplois dans le secteur des armements, (b) entraînerait une rationalisation bien nécessaire des types d'armes en Europe et (c) permettrait aux techniques de pointe européennes de rester compétitives sur le plan mondial.

Cependant, plus que leurs incidences économiques et industrielles, c'est l'aspect politique des propositions faites dans mon rapport qui importe, car elles envisagent une action commune dans un domaine nouveau et important, allant dans le sens de l'Union européenne.

der, dans le cadre communautaire, des problèmes qui touchent directement ou indirectement au secteur de la défense.

Ce matin, un certain nombre de questions et de préoccupations sur la légitimité du débat se sont dégagées et je voudrais, avant de me prononcer sur les intéressants documents de M. Klepsch et de M. Normanton, donner mon sentiment sur la légitimité du débat.

Je ferai une première observation : selon certains, toute question qui touche à la défense ou à la sécurité échappe à la compétence communautaire. Ce n'est pas notre sentiment et ce n'était d'ailleurs pas celui des auteurs du traité puisque celui-ci prévoit un certain nombre de droits de douane pour l'importation de matériel militaire dans la Communauté. C'est donc bien la preuve que le domaine militaire n'est pas ipso facto exclu des délibérations communautaires.

Deuxième réflexion : peut-on en déduire que les problèmes de la stratégie de la défense, de la responsabilité de la sécurité nationale appartiennent au domaine communautaire dans l'état actuel des choses ? La réponse à cette question est également claire. Il est évident que le domaine de la défense nationale demeure un domaine où la souveraineté des États reste entière et n'est affectée que par les décisions d'alliance qu'ils ont prises. Dès lors, l'affirmation selon laquelle l'examen que nous faisons aujourd'hui, s'il était poursuivi, affecterait la souveraineté des États et leurs choix en matière de défense nationale, me paraît tout à fait excessive.

Elle n'est d'ailleurs justifiée par aucun élément de la proposition de résolution. Celle-ci laisse de côté le problème de la défense nationale, qui appartient au devenir européen — ce n'est pas aujourd'hui que nous avons à en délibérer — mais touche à un certain nombre de problèmes bien concrets. Il me paraît difficile de les laisser à l'extérieur de nos délibérations, si nous prétendons qu'il est essentiel que l'Europe ne prenne pas un retard technologique et que nous ayons, au niveau de la réadaptation industrielle, un avenir et non seulement un passé. Et de ce fait, sans que l'on ne puisse évoquer aucune question de principe, il est évident que les commandes nationales des gouvernements jouent un rôle essentiel dans le domaine qui nous occupe.

Pour la Commission, le fond du débat, c'est la question de savoir s'il est possible, dans cet effort de promotion des secteurs de croissance et de développement technologique, de maintenir des secteurs industriels qui sont essentiels au niveau de notre devenir futur, de laisser en dehors de notre réflexion en commun un do-

Europæisk samarbejde om våbenanskaffelse
(fortsættelse)

Europäische Zusammenarbeit bei
der Rüstungsbeschaffung (Fortsetzung)

European armaments procurement cooperation
(resumption)

Coopération européenne en matière d'armements
(suite)

Collaborazione europea nel settore degli
armamenti (seguito)

Europese samenwerking op het gebied
van wapenaankoop (voortzetting)

Presidente. — L'ordine del giorno reca il seguito della relazione dell'onorevole Klepsch (doc. 83/78).

Ha facoltà di parlare il signor Davignon.

M. Davignon, membre de la Commission. — Monsieur le Président, nous avons eu ce matin un débat utile et important sur une question difficile. En effet, il est toujours délicat d'abor-

Davignon

maine aussi essentiel où les commandes publiques jouent un tel rôle. Va-t-on continuer à feindre de croire qu'une cellule d'avion est différente suivant qu'il s'agit d'un avion de transport civil ou d'un avion de transport militaire, que la recherche sur le développement d'un moteur nouveau est différente suivant qu'il va équiper un avion de tourisme ou un avion militaire ?

Ici, je crois qu'il convient de se demander si le fait de se pencher sur le problème industriel, implique que la Communauté européenne poursuit une action de promotion de l'industrie militaire. L'amendement que M. Klepsch a déposé ce matin me paraît éliminer toute ambiguïté à cet égard. Il ne serait pas conforme à l'esprit de cette résolution de croire que parce que nous voulons conserver une réelle autonomie sur notre avenir industriel, nous faisons bon marché des efforts réels qui sont entrepris, pour éviter une course aux armements ou des activités commerciales irresponsables dans le domaine des exportations d'armements.

On peut tout extraire d'une résolution ! Il me paraît cependant difficile de croire que ces éléments s'y trouvent. En tout cas la Commission ne les y a pas trouvés.

De quoi s'agit-il bien concrètement ? Je ne répéterai pas, Monsieur Dankert, ce que j'ai dit ce matin. Je ne crois pas que la Commission doive recevoir des instructions sur la manière dont elle réfléchit. La Commission a un droit d'initiative qu'elle doit utiliser intelligemment afin d'instaurer un véritable dialogue avec le Parlement et le Conseil sans privilégier aucun des partenaires.

Nous comprenons cette résolution comme l'indication que la Commission mettra l'accent sur un certain nombre d'éléments.

Premier élément : quelle est l'importance des commandes publiques, au niveau du développement des secteurs de recherche nouveaux et du maintien d'un appareil industriel, qui dépend, pour sa survie, des commandes publiques, autant dans la Communauté qu'aux États-Unis ou dans n'importe quel pays ?

Effectivement, le problème des commandes publiques ou des secteurs industriels diffère selon qu'il s'agit de la fourniture aux armées de chaussures et d'uniformes ou de la production industrielle des éléments les plus essentiels du développement technologique futur. C'est un premier aspect sur lequel nous nous pencherons.

La deuxième tâche qui nous semble essentielle, et qui a été très bien mise en lumière par les différents orateurs, c'est qu'il est tout à fait

différent de produire des armements dans certains États européens avec le soutien de certains gouvernements, et de favoriser, grâce à une réflexion générale, le développement d'un certain nombre de technologies qui nous sont nécessaires, et qui ne peuvent être développées utilement qu'en commun. C'est ici qu'intervient la notion de gaspillage. Il est inutile pour tout le monde de faire tout pour autant que les résultats obtenus par certains sont mis à la disposition de l'ensemble des producteurs européens. C'est cela le concept européen ! Le concept européen ne consiste pas en un financement par la Communauté, dans chaque État européen, du même effort et de la même action. Cela consiste au contraire, ayant défini un certain nombre d'éléments prioritaires, à organiser la production industrielle de la manière la plus efficace en assurant une ampleur suffisante pour que la compétitivité existe. A ce propos, je dirai à ceux qui considèrent que cette résolution a un caractère protectionniste, que la volonté de développer la technologie de l'Europe comme dans les autres pays industrialisés, me paraît pas conduire à une action de protection. Cela me paraît au contraire être une action de promotion de la compétitivité.

La liberté du marché ne signifie pas que quelqu'un ait un monopole. Il est tout à fait logique que lorsque, par exemple, dans le secteur de l'aéronautique, nous n'avons plus que 10 % du marché, nous ayons un plus grand effort à faire pour que la position dominante des autres ne devienne pas définitive. Ce n'est pas une action protectionniste, c'est une action qui maintient la réalité de la compétition. De même qu'au niveau national, il y a des règles contre l'abus de position dominante, de même, au niveau international, les mêmes principes doivent rester en vigueur. Cela me paraît tout à fait important.

Il s'agit donc de déterminer quelles sont les actions qui, si elles étaient menées en commun, permettraient, tant au niveau de la recherche qu'au niveau des commandes, de renforcer notre appareil industriel. Je vois mal ce qu'une telle idée a de contestable.

La Commission doit donc tout d'abord déterminer si les commandes publiques sont un élément important pour le développement de ce secteur industriel, qui permette de produire dans des conditions compétitives. Si la réponse à la première question est positive, nous devrons passer à la deuxième question et déterminer dans quels secteurs, cette recherche, cette action industrielle commune doit se poursuivre.

Il y a lieu de faire ici, une fois de plus, la distinction entre ce qui appartient légitimement à l'activité communautaire et ce qui lui est étran-

Davignon

ger. Ce n'est pas à la Commission qu'il appartient de déterminer les types de chars, d'avions ou les équipements nécessaires à notre sécurité. Cette décision relève d'autres instances.

Nous espérons que cette priorité militaire sera dégagée dans des conditions permettant une production sur une grande échelle, et non pas la juxtaposition d'un certain nombre de productions. Il est exact, Monsieur Dankert, que l'interopérabilité est peut-être la réponse du plus petit commun dénominateur. Il vaut mieux avoir un fusil pouvant tirer un type de cartouche que cinq fusils et cinq cartouches différentes. Il est encore préférable d'avoir un programme industriel avec une standardisation, et pas simplement une interopérabilité, la réalité du support industriel sera meilleure dans un cas que dans l'autre.

C'est donc ce que nous devons essayer de faire, les décisions politiques et militaires ayant précédé nos délibérations industrielles et communautaires. Il n'y a pas confusion des genres, il n'y a pas transfert de pouvoirs d'un secteur vers un autre secteur, en tout cas à ce stade-ci. En prenant la responsabilité de participer à ces travaux, nous ne pensons pas sortir du champ d'application qui est légitimement le nôtre.

M. Spinelli, ce matin, a dit qu'il lui paraissait normal que le fruit des réflexions de la Commission fasse l'objet d'une discussion avec le Parlement, avant qu'il ne devienne un rappel formel. J'accepte volontiers cette suggestion, qui me paraît aller dans la direction de ce qui avait été demandé ce matin au nom du groupe socialiste, par M. Dankert, à savoir que nous ne considérons pas que nous avons mis aujourd'hui les points sur les i. Ce que nous avons fait, c'est que nous avons reconnu un besoin, nous avons indiqué la légitimité de ce besoin, nous avons fait bon marché des fausses accusations sur le fait que celui-ci interférerait négativement ou avec la souveraineté des États ou avec la manière dont la politique de défense se faisait au niveau des États membres de la Communauté, ou au niveau du développement du commerce des armes. Là n'est pas la question.

Ce que nous avons dit aujourd'hui, c'est qu'au moment où nous sommes impliqués dans cette politique de réadaptation industrielle, au moment où nous sommes conscients que des secteurs industriels en phase de développement ne peuvent pas nous échapper, au moment où nous avons tant d'anciens secteurs qui doivent être ramenés à des dimensions plus modestes, nous avons le devoir d'utiliser au mieux nos capacités de recherche et de développement et de constituer, au niveau le plus compétitif possible, une structure industrielle.

Pour cela, les dépenses et les achats gouvernementaux jouent un rôle essentiel. Il nous paraît plus important de pouvoir discuter de la base industrielle que de devoir, de manière permanente, voir les États discuter de manière bilatérale ce que seront les compensations qu'ils obtiendront au niveau de commandes qu'ils ont faites en dehors de la discussion générale.

Un dernier point, c'est de savoir si cela se situe dans le cadre d'une politique de coopération ou de confrontation avec les États-Unis. Il me semble que ce point est, lui aussi, mal posé. Il suffit de lire le rapport des sénateurs Nunn et Culver en la matière, dans lequel ils affirment — ce n'est pas une intention, c'est écrit — que les États-Unis souhaitent faire des exceptions au *Buy American Act* dans la mesure où des productions militaires se font sur le continent européen et qui peuvent être utilisées par eux, mais ils mettent une condition, à savoir que cet effort industriel soit fait de manière collective par les pays européens et pas de manière séparée. C'est cela la différence entre une base industrielle européenne et le maintien, dans certains États européens, d'un certain nombre d'activités industrielles. Voilà, Monsieur le Président, pourquoi, de manière prudente, la Commission interprète la résolution qui nous est soumise, et pourquoi nous remercions ceux qui ont proposé cette résolution, qui nous permet d'entamer une réflexion dont l'utilité nous paraît certaine que, en relation avec la suggestion de M. Spinelli, nous mènerons, sur les différents points que j'ai indiqués, en liaison avec les commissions du Parlement compétentes en la matière, à savoir la commission politique et la commission économique et monétaire.

Monsieur le Président, je terminerai par les remerciements, alors que d'habitude on commence par ceux-ci. Je crois que les documents qui nous sont soumis par M. Klepsch et par M. Norranton ont montré que le problème auquel nous étions confrontés était un problème réel. La manière dont le problème a été présenté montre que la Communauté peut aborder de manière modeste, mais concrète, des problèmes de défense sans soulever un problème fondamental ni de la défense européenne ni de la souveraineté des États. Je crois que si nous pouvions faire cela, nous aurions réalisé, sur le plan économique et industriel, un progrès réel, auquel la Commission souhaite s'associer.

PRÉSIDENCE DE M. SPÉNALE

Vice-président

Le Président. — La parole est à M. Lange.

Lange. — Herr Präsident! Man kann sicherlich weitgehend den industriepolitischen oder mittelfristigen wirtschaftspolitischen Vorstellungen, die Sie Herr Davignon entwickelt haben, zustimmen. Nur müssen Sie sich einmal die Überschrift ansehen, unter der dieser Bericht läuft. Sie ist das völlige Gegenteil von dem, was Sie gesagt haben, und Sie können sich also nicht hinter diesem Bericht verstecken, denn da heißt es schlicht und einfach: Bericht über die europäische Zusammenarbeit bei der Rüstungsbeschaffung. Die Rüstungsbeschaffung ist somit Nummer 1 und nicht das, was Sie an Industriepolitik vorgeschlagen haben. Hier besteht also ein innerer Widerspruch, und insoweit kann man diesem Bericht mit dieser Überschrift, so leid mir das tut, nicht zustimmen. Das Problem ist ein völlig anderes; nach der Kommission geht es dann nämlich um Industriepolitik unter Berücksichtigung militärischer Aspekte oder möglicherweise militärischer Notwendigkeiten. Das heißt also: umgekehrt wird ein Schuh daraus, und nicht so, wie es hier dargestellt ist.

Ich wollte diese Bemerkung doch noch loswerden, um auch Herrn Davignon, um auch der Kommission deutlich zu machen, daß so, unter diesen Voraussetzungen, eine solche Politik nicht geführt werden kann.

Le Président. — La parole est à M. Dalyell.

Mr Dalyell. — Mr President, I would like to agree with my chairman of the Committee on Budgets, Mr Lange, that it was a very strange reply that we had from the Commission. It begs all sorts of questions. I just want to ask two factual questions at this stage. If I have taken it down right and the translation is right, Commissioner Davignon said that in the opinion of the Commission they were 'not stepping beyond the bounds of legitimate responsibility'. Now, that may be the opinion of the Commission but my question is this: is this the view of the German government, or the French government, or the British government, or any other governments? I mean, factually, have they ever been consulted on this?

Secondly, it was said that we must use our research facilities to the best possible effect. Now we are talking about a very sensitive area, and presumably in this field, in my own country, we are talking about places like the Royal Radar Establishment at Malvern and other places elsewhere. Now if this is so, this raises precisely all the difficulties which some of us have been faced with in our committee when relating to Euratom. It will be a matter of collection of information and of the way in which this

during the debate on the report by Willy Hamilton, and the petition from Mr Feit and his colleagues on the whole issue of secrecy. Now this raised very delicate issue for the nation states of this Community. And my question is again: what discussion has there been between the Commission and the nation states on the use of our research facilities, presumably in the military field, to the best possible effect? Frankly, Mr President, I think this is another of these reports like that on data processing and a number of others we have had, that in fact are extremely unreal, and I view it with the very greatest suspicion.

Le Président. — La parole est à M. Davignon.

M. Davignon, membre de la Commission. — Monsieur le Président, je voudrais répondre à M. Lange, s'il veut bien prendre le texte de la résolution, que j'ai clairement indiqué que, selon moi, ce qui était soumis au Parlement, c'était la proposition de résolution, compte tenu de l'amendement présenté par M. Klepsch ce matin, avec un certain nombre de « considérants » qui font référence à des choses qui appartiennent au passé, c'est-à-dire à un certain nombre de documents existants. Ces « considérants » sont les suivants :

considérant que la création d'une industrie européenne d'armements organisée en commun et dotée d'un marché structuré constitue un élément essentiel de la définition d'une politique industrielle commune.

J'ai parlé de cela.

considérant que l'on ne saurait envisager le développement futur de certaines industries clefs telles que la construction de cellules et de missiles, de moteur d'avions, la construction navale et l'électronique, en dissociant les aspects civils et militaires.

Je pense que cela n'est contesté par personne. Le Parlement a approuvé le projet de recherche et de développement que la Commission lui a soumis et qui implique, par exemple, des études sur l'usure des métaux en ce qui concerne les avions, ce qui est applicable aussi bien à des avions d'un type que d'un autre.

considérant que l'industrie européenne ne doit pas se laisser distancer sur le plan technologique et doit rester compétitive.

C'est ce que j'ai essayé d'expliquer.

considérant qu'il importe d'assurer un meilleur équilibre entre les ventes d'armes des États-Unis à l'Europe et les ventes d'armes européennes aux États-Unis.

C'est la première commande commerciale à l'intérieur des pays et cela, comme je l'en ai expliqué.

Klepsch

schusses und der Empfehlung des Ausschusses für Wirtschaft und Währung treffend skizziert hat. Wenn sich nun die Sozialistische Fraktion an der Überschrift stößt, so bin ich gern bereit, die Überschrift dieses Entschließungsantrags zu ergänzen, etwa durch die Worte „as part of a common industrial policy“.

Kollege Lange, hier liegen Sie völlig falsch. Es war der Wunsch Ihrer eigenen Kollegen, des Kollegen Radoux und der anderen, die im Politischen Ausschuß waren; wir haben ihre Änderungsvorschläge zur Begründung, in der eine Fülle von Fakten, Untersuchungen über bisher eingeschrittene Lösungswege und über Lösungsversuche aufgeführt und bestimmte Fragen motiviert werden, berücksichtigt. Wir haben ausdrücklich einiges ausgeklammert und deshalb auch die Ziffer 1 so geändert, daß sie die volle Zustimmung aller Ihrer Kollegen im Politischen Ausschuß finden konnte. Ihnen das an dieser Stelle mitzuteilen, ist doch wohl völlig korrekt. Um so verwunderter waren wir über die Ausführungen, die hier gemacht worden sind. Aber ich bin gerne bereit, wenn das morgen zu einer größeren Einigkeit bei der Abstimmung führt, die Überschrift zu ergänzen. Zur Abstimmung in diesem Hause steht der Text des Entschließungsantrags, von dem wir bei der großen Mehrheit, die er im Politischen Ausschuß gefunden hat — ich darf daran erinnern, daß er mit 20 gegen 5 Stimmen bei 3 Enthaltungen angenommen wurde —, erhofft hatten, daß er die Zustimmung auch eines größeren Teils der Sozialistischen Fraktion finden würde.

Das Bemühen, etwas anderes in den Entschließungsantrag hineinzuinterpretieren als in ihm drinsteht, möchte ich mich als Berichterstatter mit allem Nachdruck widersetzen. Damit das nicht geschehen kann, haben wir seinerzeit im Politischen Ausschuß den Änderungsvorschlag von Herrn Radoux alle angenommen. Was die Frage der Überschrift angeht, Herr Kollege Lange, so weiß ich nicht, wie Sie jetzt nach meiner doch sehr klaren Darlegung des Sachverhaltes die Position weiter aufrechterhalten wollen, daß die Überschrift Sie hindere, den Entschließungsantrag zuzustimmen. Ich bin bereit, Ihrem Wunsch zu folgen und die Überschrift entsprechend zu ergänzen, wenn das die Zustimmung des übrigen Hauses findet.

Als Zweites, möchte ich hier sagen, es war überhaupt nicht unsere Intention — und ich bedanke mich bei allen Rednern, die mich unterstützt und das auch klar zum Ausdruck gebracht haben —, hier irgendeine Art von Sicherheits- oder Verteidigungs- oder Rüstungsdebatte zu

führen. Das ist ja auch der Grund, weshalb in dem ganzen Entschließungsantrag auf diesen Gegenstand überhaupt nicht Bezug genommen wird, und ich habe verschiedenen Kollegen erläutern müssen, warum wir nicht ein Bekenntnis zur Abrüstung in den Entschließungsantrag hineinschreiben. Es ist nicht Gegenstand dieses Entschließungsantrags, sich mit dem Fragenkomplex Abrüstung, Strategie der NATO oder ähnlichen mehr auseinanderzusetzen. Eigentlich haben das nur einige der Redner hier beharrlich immer wieder zur Sprache gebracht. Ich habe indessen Verständnis für Ihre Vorbehalte, die sie dazu angemeldet haben — ich denke jetzt einmal an den Kollegen Dankert oder an den Kollegen Krieg oder auch an den Kollegen Christensen.

Ich komme auf die Ausführungen des Kollegen Dankert gleich gesondert zu sprechen. Für mich ist der entscheidende Punkt, hier festzuhalten: Es war weder die Intention der Antragsteller noch die Intention des Wirtschafts- noch des Politischen Ausschusses, auf Umwegen eine Art Sicherheitsdebatte im Europäischen Parlament zu führen, denn, das war eigentlich der rote Faden meiner einleitenden Ausführungen, es ging uns darum, für die Industriepolitik deutlich zu machen, welche Ansatzpunkte und welche Möglichkeiten bestehen und an die Kommission eine entsprechende Aufforderung zu richten. So gesehen sind wir auch völlig in der Linie des Berichts Mommersteeg und des Berichts von Lord Gladwyn geblieben, die beide von diesem Hause angenommen worden sind.

Ich will nicht die ganzen Argumente wiederholen, die wir in dieser Frage heute gehört haben, aber eines muß man sehen, nämlich daß wir uns bemühen, Wege einzuschlagen, die einer gemeinsamen Industriepolitik förderlich sind. Herr Davignon hat freundlicherweise im Namen der Kommission unsere Intention richtig verstanden und auch richtig gewürdigt. Ich möchte ihm ebenso wie dem Kollege Spinelli für seine Anregungen danken.

Ich halte es für eine ganz ausgezeichnete Sache, daß wir heute am Ende dieser Debatte zu dem Ergebnis kommen, daß das, was die Kommission nun erarbeiten wird, mit den beiden zuständigen Ausschüssen des Parlaments in ständigem Kontakt sondiert und abgeklärt wird. Ich darf anregen, ohne daß wir darüber heute einen Beschluß fassen, wie auch schon in anderen Fällen für diesen Fragenkomplex eine gemischte Arbeitsgruppe des Politischen und des Wirtschaftsausschusses zu bilden, die imstande wäre, diesen Gegenstand laufend zu verfolgen und entsprechende Unterlagen auszuarbeiten. Als

Davignon

Et puis les paragraphes opérationnels :

invite la Commission à présenter à brève échéance au Conseil, etc.

A ce sujet, j'ai dit que nous n'irions pas aussi loin que la résolution nous le demandait, que nous ferions des réflexions — j'ai clairement indiqué de quelle façon et dans quels domaines — et que nous en parlerions de surcroît — en reprenant la suggestion faite par M. Spinelli ce matin — avec le Parlement pour pouvoir poursuivre ce dialogue.

Je me suis donc prononcé sur la résolution telle qu'elle est présentée. Si la résolution avait porté sur d'autres éléments contenus dans le rapport, je me serais exprimé à cet égard. Donc la Commission est, me semble-t-il, tout à fait sur le point du débat. Maintenant, si l'on veut ouvrir un autre débat sur d'autres questions, la Commission y est prête aussi. Mais, aujourd'hui, j'ai parlé sur ce point-là, et je suis resté fidèle au débat, même si cela peut gêner certains dans la discussion.

A M. Dalvell je voudrais dire que, bien sûr, nous sommes dans les limites des compétences du Traité. Il ne fait aucun doute à cet égard que le fait de prendre en considération les données militaires telles qu'elles affectent les données industrielles est dans le cadre du Traité. Et j'ai donné un exemple bien précis tout à l'heure : c'était du temps où les droits de douane étaient un élément essentiel ; le Traité prévoit une annexe spéciale indiquant quels sont les tarifs douaniers sur les véhicules armés militaires, etc. Cela montre bien que cet aspect des choses se trouve sans conteste dans le Traité et qu'il est légitime que nous en parlions. Que tout ceci pose des problèmes délicats, parce que, quand on définit un programme de production, ce programme a des liens avec ce qui est la notion même de la stratégie militaire, c'est évident. Et c'est pour cela que j'ai clairement indiqué que nous commençons à intervenir à partir du moment où les décisions stratégiques et de sécurité étaient prises d'une certaine manière. Et j'ai été un pas plus loin parce que M. Dankert a dit ce matin des choses sur lesquelles il me semblait que nous devions prendre position : c'est qu'il est plus facile d'avoir une base industrielle quand on a des standards communs que quand on n'en a pas. C'est vrai dans le domaine militaire, comme dans le domaine civil. Et c'est pourquoi je préfère une standardisation à l'interopérabilité pure et simple.

Voilà, Monsieur le Président. Si l'on pense que je me suis trompé de débat, qu'on me le dise. Mais je pense que j'ai bien dit ce que j'ai dit, ce qui

me paraît être le cadre dans lequel la Commission doit se prononcer.

Le Président. — La parole est à M. Dankert.

M. Dankert. — Monsieur le Président, une question pour clarification, parce que les choses commencent à se compliquer. Si j'ai bien compris, l'interprétation qu'a faite la Commission de cette résolution est une interprétation restrictive ; la Commission d'abord ne parle pas du tout du rapport, et elle donne une interprétation restrictive du paragraphe 1, le paragraphe opérationnel, qui demande le développement et la production de systèmes d'armements conventionnels. La Commission ne prévoit pas de proposer un tel programme. C'est donc que la Commission n'a pas l'intention — si j'ai bien compris — d'exécuter la résolution telle qu'elle est proposée par le rapporteur. C'est cela la question du débat ce matin, et je voudrais bien une explication sur ce point.

Le Président. — La parole est à M. Klepsch.

Klepsch, *Berichterstatter*. — Herr Präsident! Ich will zunächst sagen, daß meine Fraktion — ich spreche zunächst einmal für meine Fraktion — etwas überrascht darüber ist, daß die Fraktion, die die längste Redezeit gehabt und sie auch voll ausgeschöpft hat, nach den Ausführungen der Kommission erneut Redezeit in Anspruch nimmt. Das ist dann keine zeitlich begrenzte Debatte mehr. Es gibt für keine Fraktion hier Sonderrechte. Das wollte ich für meine Fraktion feststellen.

Nun möchte ich als Berichterstatter folgendes sagen : Sie, das Parlament, haben dem Politischen Ausschuß und mitberatend dem Ausschuß für Wirtschaft und Währung den Auftrag gegeben, zum Entschließungsantrag Berkhouwer einen Bericht nebst Entschließungsantrag vorzulegen, und zwar hat das Haus einmütig diese Entscheidung getroffen. Das bitte ich, zunächst einmal festzuhalten. So kam es dann auch zu der Überschrift des Berichtes. Jetzt nun will ich etwas tun, was zumindest den Kollegen lange zur Zustimmung bewegen muß, nach dem, was er ausgeführt hat, und dem Kollegen Dankert vielleicht seine Position erschwert. Ich habe keinerlei Bedenken, die Überschrift zu ergänzen, denn ich möchte ausdrücklich sagen, was Herr Davignon hier über den Inhalt und den Geist des Entschließungsantrags ausgeführt hat würde dem nicht widersprechen und alle, die in den Sitzungen des Politischen Ausschusses und des Ausschusses für Wirtschaft und Währung dabei waren, wissen, daß er den Inhalt des Entschließungsantrages des Politischen Aus-

Klepsch

Berichterstatter greife ich also dankend die Anregung von der Kommission und Herrn Spinelli auf. Es liegt auf der Hand, daß die Arbeiten in diesem Bericht möglichst fortgesetzt werden sollten.

Nun möchte ich zu einer dritten Anmerkung etwas sagen, zu der Frage, die der Kollege Dankert gestellt hat. Auf der einen Seite fand er, das seien viel zu weitgehende und hochfliegende Überlegungen über das was erreicht werden könne. Auf der anderen Seite sagte er, er vermisse detaillierte Ausführungen zu der Lösung aller dieser Probleme.

(Zwischenruf)

Herr Dankert, den Bericht von Herrn Normanton haben wir gerne und dankend übernommen. Der Politische Ausschuß hatte ihn vorliegen, wir haben extra gewartet auf den Bericht von Herrn Normanton und wir hatten eine sehr gute Arbeitsteilung und Sie können davon ausgehen, daß die beiden Berichterstatter in der ganzen Zeit miteinander in Kontakt gewesen sind, denn wir hatten nicht die Absicht, zwei kontroverse Produkte entstehen zu lassen, sondern, ganz im Gegenteil, wir hatten die Absicht, ein komplementäres Werk vorzulegen und Ihre Kollegen, die im Ausschuß für Wirtschaft und Währung bei der Verabschiedung dabei waren — ich bin selber auch dort gewesen — wie auch die Kollegen, die im Politischen Ausschuß der Verabschiedung dabei waren, hatten in dieser Frage keine Kontroverse erlebt.

Ich darf noch einmal sagen, es war nicht unsere Absicht, der Kommission im einzelnen aufzuzeigen, was sie tun solle. Das hat Herr Davignon auch dankenswerterweise so verstanden und so gewürdigt. Unserer Ausschüsse und dieses Haus wären völlig überfordert, wenn sie das hätten tun mußten.

Nun darf ich nur noch zu einer Sachfrage etwas sagen, zur Frage der Kompensation, der Herr Dankert heute morgen große Aufmerksamkeit geschenkt hat. Ich habe in den Ziffern 101 und 102 meines Berichts durchaus dargelegt, in welcher Form Kompensation möglich ist, und zwar „übergreifend“, was ja nicht nur auf den Sektor zu beziehen ist. Auch wenn man nur die sogenannten Rüstungsgüter nimmt, muß man die Vereinigten Staaten von Nordamerika beim Wort nehmen. Wenn sie von den *two ways* sprechen, dann müssen wir Europäer sie beim Wort nehmen und uns daran halten, wenn wir nicht in eine Position geraten wollen, die, wie alle hier heute ausgeführt haben, nicht in unserer Absicht ist.

Ein weiterer Vorwurf war, daß wir mit dieser Entschließung etwas präjudizieren. Mir ist nicht klar, wieso wir der Kommission mit dem Text der Entschließung vorgreifen, ganz im Gegenteil. Sie hat, wie wir feststellen können, die Debatte mit großer Aufmerksamkeit verfolgt und die Berichterstatter sowie diejenigen, die im Ausschuß dazu Stellung genommen haben, fühlen sich von der Kommission verstanden. Ich habe mir heute morgen noch längere Darlegungen über die Frage der Standardisierung und der Interoperabilität angehört. Da ich bis heute in der NATO-Parlamentarierkonferenz und in der Versammlung der Westeuropäischen Union mitarbeite, kenne ich natürlich die Gegenstände genau. Warum haben wir uns zu einer nur sehr knappen Berichterstattung über die Sachlage entschlossen? Weil wir ganz genau wissen — meine Meinung ist die von Herrn Davignon —, Standardisierung ist das beste, aber Interoperabilität ist ein Minimum, das man zunächst mal haben sollte. Aber das ist auch wieder eine Frage, die der Entschließungsantrag gar nicht klären soll. So möchte ich nur sagen, es war nicht unsere Absicht, in die militärischen und in die strategischen Überlegungen, die den betreffenden Gremien vorbehalten bleiben, in irgendeiner Form einzugreifen, sondern uns ging es darum, etwas zu tun, um die Konkurrenzfähigkeit der europäischen Industrie auf jedwede Weise zu fördern, gerade in den Zweigen, wo eine ungeheure Verschwendung von Volksvermögen leider die heutige Situation kennzeichnet. Jeder schien mit meinem Änderungsantrag, die siebte Erwägung zu streichen, einverstanden zu sein. Damit ist die letzte Meinungsverschiedenheit bezüglich des Entschließungsantrags ausgeräumt und ich darf mein Angebot wiederholen: Wenn alle Fraktionen des Hauses damit einverstanden sind, ergänzen wir die Überschrift des Berichtes durch die Worte „*as part of a common industrial policy*“.

Meine Damen und Herren, ich bedanke mich für Ihre Beiträge.

Le Président. — Avant de clore ce débat, je dois informer l'Assemblée que M. Spinelli a voulu présenter un amendement, mais le délai de dépôt était passé. Toutefois, M. Davignon a déclaré que les réflexions de la Commission sur ce problème feraient l'objet d'un examen avec le Parlement. Or, c'était là l'essence de l'amendement que voulait présenter M. Spinelli.

Je constate qu'il n'y a plus de demande de parole. La proposition sera mise aux voix — avec l'amendement qui a été présenté — demain, au cours de l'heure des votes.

Le débat est clos.